REGARD SUR LE BLANCHIMENT D'ARGENT

ET LE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS TERRORISTES

octobre à décembre 2009

NON CLASSIFIÉ

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada

Canada

Regard sur le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes

- Présente un résumé des questions concernant le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes selon les groupes, les activités et les pays;
- Avise les lecteurs des nouveaux aspects pouvant être exploités à des fins de blanchiment d'argent ou de financement des activités terroristes au Canada.

Le **Regard sur le blanchiment d'argent et le financement des activités** *terroristes est une étude trimestrielle composée d'articles compilés par l'Unité de macro-analyse et recherche de CANAFE. Les articles de ce numéro couvrent les mois d'***octobre 2009** *à* ***décembre 2009****.*

Caveat

Ce document comporte des résumés d'articles parus dans la presse et ne contient aucun élément d'analyse de la part de CANAFE. Les points de vue exprimés dans le présent document sont ceux des auteurs originaux. Une bibliographie des sources de renseignements utilisées se retrouve à la fin du document.

Blanchiment d'argent

➔ Par groupes (p. 2)
- La Familia dans la mire du projet Coronado (p.2)
- L'Organisation Beltran Leyva perd son baron de la drogue (p. 2)

➔ Par activités financières (p. 3)
- Des conseillers de RBC Dominion valeurs mobilières auraient encouragé l'évasion fiscale (p. 3)
- Blanchiment d'argent par l'entremise de casinos (p. 3)
- MoneyGram répond aux accusations de facilitation de stratagèmes (p. 4)
- Les É.-U. retardent de six mois l'interdiction frappant les jeux en ligne (p. 4)
- Blanchiment d'argent par l'entremise d'un stratagème de fraude de visas (p.5)
- Blanchiment d'argent par l'entremise de sociétés d'édition (p. 5)
- Tendances en matière de blanchiment d'argent au Mexique (p. 6)
- Naresh Jain – Arrestation d'un homme soupçonné de blanchiment d'argent par l'entremise du système Hawala (p. 6)

➔ Par pays (p. 7)
- Le droit bancaire de l'État du Delaware est le plus opaque (p. 7)
- La Corée du Sud devient membre du GAFI (p. 7)
- L'Italie tente de rapatrier des biens de paradis fiscaux (p. 8)
- Le secteur bancaire du Nigeria mettra en œuvre une réforme (p. 9)
- Le Kenya adopte un projet de loi contre le recyclage des produits de la criminalité et le blanchiment d'argent (p. 9)
- Le Yémen adopte une loi pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes et ratifie la convention de l'ONU (p. 10)
- L'Inde modifie sa loi sur la prévention du blanchiment d'argent (p. 10)
- AUSTRAC cible PayPal (p. 10)

Financement des activités terroristes

➔ Par groupes (p. 11)
- Les É.-U. retardent leur aide à la Somalie à cause de préoccupations reliées à Al-Shabaab (p. 11)

➔ Par activités financières (p. 12)
- Des activités reliées à l'immigration servent de façade à des activités terroristes (p. 12)
- Les É.-U. approuvent une loi visant à prévenir les profits illégaux tirés de la vente de cigarettes (p. 12)
- Nouveaux corridors de trafic de drogues à travers le désert du Sahara et l'Afrique (p. 13)
- Le gouvernement saoudien ne peut accepter des dons de charité que d'organismes approuvés (p. 14)
- Exploitation minière servant à financer des conflits en République démocratique du Congo (p. 14)
- Israël saisit un navire de charge transportant des armes d'Iran (p. 15)

➔ Par pays (p. 15)
- Les É.-U. tentent de confisquer des biens de la Fondation Alavi à cause de préoccupations reliées au financement d'activités terroristes (p. 15)
- Le Royaume-Uni impose une sanction à la Banque Mellat (p. 16)
- Le Pakistan modifie son projet de loi pour lutter contre le blanchiment d'argent pour y ajouter le financement des activités terroristes (p. 16)

Bibliographie (p. 17)

Blanchiment d'argent

PAR GROUPES

La Familia dans la mire du projet Coronado : Le 21 octobre dernier, l'Austin Task Force, de la U.S. Drug Enforcement Administration, a arrêté quatre personnes dans le cadre du projet Coronado, une enquête axée sur les activités de trafic de drogues de La Familia, le cartel mexicain le plus récent et le plus violent. Selon des documents de procédure, les accusés ont comploté pour blanchir des fonds et distribuer plusieurs kilos de cocaïne au Texas, en Floride, en Caroline du Nord et au Maryland, entre avril 2008 et septembre 2009. L'affidavit indiquait également que les accusés déplaçaient des drogues et de l'argent grâce aux services de Federal Express. Selon les représentants des É.-U., La Familia domine le marché de la méthamphétamine et possède un vaste réseau de trafic de drogues partout aux États-Unis. Son quartier général se trouve dans la province de Michoacan, au Mexique. Dans le cadre du projet Coronado, une série de descentes ont eu lieu, censément la plus importante attaque contre les activités mexicaines de trafic de drogues aux États Unis. Plus de 300 personnes ont été arrêtées dans 19 états.[1]

L'Organisation Beltran Leyva perd son baron de la drogue : Arturo Beltran Leyva, connu en tant que « chef des chefs », a été tué le 18 décembre dernier par la marine mexicaine à Cuernavaca, dans l'état de Morelos. Leyva dirigeait l'Organisation Beltran Leyvation (OBL), un cartel de la drogue qui s'était séparé du cartel Sinaloa au milieu de l'année 2008. Il a été tué lors d'une descente sur son complexe résidentiel, à laquelle ont participé 200 soldats des forces de sécurité de la marine mexicaine, et qui a nécessité deux hélicoptères de la marine. Leyva, décrit comme l'un des trafiquants de drogues les plus importants au pays, travaillait avec le cartel Los Zetas qui contrôle la côte orientale du Mexique. L'OBL utilisait cette relation pour déplacer de la cocaïne du Guatemala vers le Mexique. Le groupe importait également des narcotiques aux États-Unis, à travers la frontière entre le Texas du Sud et le Mexique. Le cartel de l'OBL, qui a été décrit comme étant celui qui utilise les méthodes les plus sophistiquées d'obtention de renseignements, a censément infiltré tous les niveaux du gouvernement mexicain. La mort d'Arturo Beltran Leyva a été signalée dans les médias comme étant une victoire importante du gouvernement du Mexique dans le cadre de sa lutte contre les activités des cartels de la drogue. Toutefois, la police mexicaine a également confirmé que la direction du cartel a été transférée à Hector Beltran Leyva, qui conserve l'appui des principaux exploitants des corridors de trafic de drogues. STRATFOR signale que la mort d'Arturo Beltran Leyva pourrait renouveler d'anciens conflits entre les différents cartels, alors que les trafiquants tenteront de profiter de l'état affaibli de l'OBL. Le cartel de l'OBL a des antécédents en matière de représailles violentes contre d'autres cartels et le gouvernement mexicain. Une augmentation de la violence à court terme est donc prévue. Le 3 décembre, le Bureau de contrôle des avoirs étrangers des États-Unis a ajouté à sa liste noire les noms de 22 personnes et de 10 entreprises reliées à l'OBL, et a indiqué que ces entités participaient aux activités suivantes : transport, vente au détail d'appareils électroniques, import/export de produits pour la santé, services de consultation et d'accueil. Les entreprises ajoutées à la liste noire se trouvent dans les états de Chihuahua, Sinaloa Chiapas, Sonora, Jalisco, Estado de Mexico, Baja California (Norte) et le district fédéral de la ville de Mexico.[2]

PAR ACTIVITÉS FINANCIÈRES

Des conseillers de RBC Dominion valeurs mobilières auraient encouragé l'évasion fiscale : Une enquête menée par l'Agence du revenu du Canada (ARC) a permis d'alléguer que trois conseillers en investissement de la Banque Royale du Canada valeurs mobilières ont aidé des contribuables canadiens à cacher des investissements et d'autres revenus au Liechtenstein. Selon les affidavits de l'ARC, des conseillers de la succursale de Victoria de la plus importante maison de courtage au Canada, RBC Dominion valeurs mobilières, ont participé à la création de 16 fondations au Liechtenstein, une principauté européenne reconnue pour ses lois sur le secret bancaire. Des comptes de négociation à Lausanne, en Suisse, ont ensuite été ouverts au nom de ces fondations auprès de la RBC Dominion valeurs mobilières. Les vérificateurs croient que la succursale de Lausanne remplissait ensuite les formules d'impôt pour ces comptes qui, sur papier, appartenaient aux fondations enregistrées au Liechtenstein. Les gains en capitaux et les intérêts tirés d'obligations n'étaient pas signalés aux autorités canadiennes. Dans l'un des cas, des transferts périodiques d'exactement 9 500 $ étaient effectués d'un compte de la RBC Dominion valeurs mobilières en Suisse vers une banque de l'État de Washington, où le fraudeur fiscal présumé retirait l'argent. Le président directeur général de la RBC Dominion valeurs mobilières soutient que la firme n'a jamais ordonné à ses conseillers en investissement d'encourager les Canadiens à ouvrir des succursales au Liechtenstein afin d'éviter de payer des impôts.[3]

Blanchiment d'argent par l'entremise de casinos : Le 28 octobre dernier, un ancien avocat de Toronto, Stanko Joseph Grmovsek, a plaidé coupable à des accusations de délit d'initié grâce auquel, lui et son associé Gil I. Cornblum, ont généré 9 millions de dollars en revenu au cours d'une période de 14 ans. Grmovsek et Cornblum ont réalisé ces gains à partir d'actions achetées par Grmovsek sur les conseils de Cornblum. Les deux hommes ont tenté de camoufler leurs activités en utilisant de nombreux comptes de courtage aux Bahamas avant de retourner leurs produits illicites au Canada. Selon les documents de procédure, Grmovsek a recyclé une partie de ses profits dans des comptes à l'étranger par l'entremise de casinos à Las Vegas et aux Bahamas. Alors que les règlements du fisc obligent les banques à signaler les opérations de plus de 10 000 $, le cas de Grmovsek illustre bien comment les casinos peuvent toujours être utilisés pour blanchir des fonds si les profits sont structurés sous le seuil de déclaration. Les experts indiquent que dans un stratagème typique, un recycleur de fonds se présente au caissier avec une somme en espèces et la convertie en jetons en utilisant une carte de joueur pour s'identifier. Il retourne ensuite au caissier, sans carte, pour échanger les jetons contre une somme en espèces, sans donner son nom pour cette opération, laissant l'impression d'avoir perdu des milliers de dollars au jeu. Une autre version du même stratagème permet de créer l'illusion que le joueur a gagné beaucoup d'argent. Ici, il retire une petite quantité de jetons en utilisant sa carte de joueur et, par la suite, échange anonymement un montant d'argent plus important contre des jetons. Il se présente ensuite auprès du caissier pour échanger une grande quantité de jetons, affirmant qu'il a gagné une grosse somme. Il échange ainsi ses gains de façon anonyme.[4]

MoneyGram répond à des accusations de facilitation de stratagèmes :
Le 20 octobre 2009, MoneyGram International Inc. a accepté de payer une somme de 18 millions de dollars US en réponse à des accusations de la U.S. Federal Trade Commission (FTC). Selon les allégations de la

FTC, MoneyGram a sciemment aidé des télévendeurs frauduleux à inciter des consommateurs américains à leur faire parvenir plus de 84 millions de dollars des États-Unis et du Canada, entre 2004 et 2008. La FTC a indiqué que MoneyGram savait que son système était utilisé dans le cadre d'une fraude et qu'au moins 65 employés canadiens de MoneyGram participaient aux différents stratagèmes. La FTC a confirmé que les employés de MoneyGram utilisaient des stratagèmes pour convaincre les consommateurs d'envoyer de l'argent par l'entremise de MoneyGram. Certains des stratagèmes comprenaient : (1) un stratagème de loterie ou de prix dans le cadre duquel les consommateurs américains apprenaient qu'ils avaient gagné des milliers de dollars et qu'ils devaient payer des « frais » de tiers pour recevoir leur prix; (2) un stratagème de prêt avec paiement à l'avance où les consommateurs américains se voyaient garantir une ligne de crédit ou un prêt en espèces, peu importe leurs antécédents en matière de crédit, et devaient payer des « frais » afin d'obtenir le prêt; (3) un stratagème d'achat mystérieux dans le cadre duquel les auteurs affirmaient embaucher des consultants pour évaluer les activités de transfert de MoneyGram chez des détaillants. Les auteurs envoyaient aux consommateurs un chèque de banque et leur demandaient de le déposer dans leur propre compte-chèques et d'en transférer la majeure partie vers un certain pays. Les chèques de banque étaient, en fait des contrefaçons, et les consommateurs finissaient par envoyer une bonne partie de leur propre argent. Dans chacun des cas, les auteurs ne versaient pas l'argent promis aux consommateurs et contrevenaient donc à la règle concernant les ventes par télémarketing de la FTC. En réponse aux accusations de la FTC, MoneyGram a accepté d'améliorer son programme de protection du consommateur et contre la fraude. MoneyGram est actif dans 190 pays et territoires et compte environ 180 000 employés.[5]

Les États-Unis retardent de six mois l'interdiction frappant les jeux en ligne :
Le 25 novembre dernier, les organismes de réglementation financiers américains ont retardé de six mois l'interdiction controversée frappant les jeux en ligne qui obligera les banques à geler toutes les opérations reliées aux organisations de jeu illégales qui, pour la plupart, se trouvent à l'étranger. Dans une décision conjointe du Trésor américain et de la Réserve fédérale américaine, les organismes de réglementation ont accordé cette prolongation suite à des enjeux concernant la conformité et entourant la définition de « jeu illicite sur Internet ». Les législateurs ont manifesté le désir de revoir l'*Unlawful Internet Gambling Enforcement Act* (UIGEA). Des règlements, qui ont été mis au point en novembre 2008, exigeaient qu'à compter du 1er décembre 2009, les banques ciblent et gèlent les opérations reliées aux activités illégales de jeu sur Internet, se déroulant habituellement à l'étranger. La nouvelle date d'entrée en vigueur du 1er juin 2010 permettra de peaufiner la définition de « jeu illicite sur Internet ». Les représentants affirment que les règlements actuels ne sont pas efficaces, car ils ne définissent pas ce qui constitue un comportement illicite et ne font que prévenir les paiements par carte de débit ou de crédit, excluant ainsi les autres méthodes de paiement, tels que les chèques ou les télévirements.[6]

Blanchiment d'argent par l'entremise d'un stratagème de fraude de visas :
Le 30 décembre dernier, les frères Alberto et Bernardo Pena, du Texas du Sud, ont été condamnés pour avoir exploité un stratagème de fraude de visas dans le cadre duquel ils avaient obtenu des visas H-2B, aux noms de ressortissants indiens, en échange de

sommes allant de 20 000 $US à 60 000 $US. Ce stratagème leur a permis d'accumuler plus de 1,8 million de dollars US. Un visa H 2B est un visa de non-immigrant qui permet à des travailleurs étrangers d'être embauchés pour du travail non agricole temporaire, pourvu que les employeurs puissent prouver qu'il n'y a pas de travailleurs américains qualifiés pour ce travail. Les frères Pena exploitaient une entreprise légitime d'obtention de visas, AMEB Business Group Inc., qui trouvait du travail pour des travailleurs mexicains dans une compagnie de construction en Louisiane, aux États-Unis. Les frères avaient encouragé et incité 88 personnes de Gujarat, en Inde, à s'introduire illégalement aux États-Unis avec des visas H-2B, sachant que les ressortissants indiens n'avaient aucune intention de travailler pour la compagnie de construction ou de retourner en Inde une fois leur visa périmé. Les ressortissants indiens sont arrivés à Houston et ont payé leur visa en espèces, avec des chèques bancaires ou des mandats provenant d'un peu partout au pays. Aucun d'entre eux n'a travaillé pour la compagnie de construction; ils se sont plutôt dispersés à travers les États-Unis. Certains d'entre eux ont travaillé à des stations-service et à des dépanneurs appartenant à des membres de la famille. Les frères déposaient les paiements dans des comptes à la Bank of America et à la banque JP Morgan Chase. Toutefois, ce sont les activités dans un compte à la banque Wells Fargo qui ont entraîné l'accusation de blanchiment d'argent. Les frères ont demandé à un tiers associé de déposer une somme de 6 000 $US en mandats dans son compte bancaire, pour ensuite retirer les fonds en espèces.[7]

Blanchiment d'argent par l'entremise de sociétés d'édition : Le 7 décembre dernier, Andranik Petrosian, propriétaire d'une société d'édition de livres en russe, établie en Californie, a été condamné à huit ans d'emprisonnement dans une prison fédérale pour avoir exploité un stratagème de blanchiment d'argent par l'entremise de retraits en argent au profit de personnes qui fraudaient le système de santé américain. Selon les documents de procédure, Petrosian avait utilisé ses publications pour recycler plus de 10 millions de dollars US pour des compagnies médicales frauduleuses. Les compagnies de Petrosian, qui comprenaient le journal Contact Weekly et les magazines Kakadu et Tet-a-Tet, recevaient des chèques de compagnies médicales frauduleuses pour des services de publicité ou de conception graphique qui n'étaient jamais fournis. Petrosian retournait environ 90 % de l'argent en espèces aux administrateurs des compagnies médicales. L'argent était envoyé d'Arménie par télévirement ou par l'entremise de systèmes de transferts de fonds, comme Hawala, puis était introduit illégalement aux États-Unis et versé aux bureaux de Petrosian, à Burbank. Petrosian a également aidé les auteurs à éviter de payer des taxes et leur a fourni l'argent dont ils avaient besoin pour payer leurs complices. Petrosian fournissait aux compagnies médicales frauduleuses des factures pour de la publicité, ce qui leur permettait de déduire faussement ces paiements sur leur déclaration de revenus. Les administrateurs des compagnies médicales utilisaient également l'argent envoyé par Petrosian pour effectuer des paiements aux patients et aux auteurs dans le cadre de leurs stratagèmes de fraude du système de santé. Dans un cas, l'argent était retourné par Petrosian à un laboratoire qui avait été utilisé pour des pots de vin, versés à des cliniques, pour qu'elles acheminent des échantillons de sang au laboratoire à des fins d'analyse. Les cliniques effectuaient des prises de sang inutiles qui étaient payées par Medicare, fraudant ainsi le gouvernement de plus de 20 millions de dollars US.[8]

Tendances en matière de blanchiment d'argent au Mexique :

Les cartels de la drogue mexicains utilisent des opérations traditionnelles de contrebande pour recycler les fonds illicites, mais des stratagèmes de blanchiment d'argent plus sophistiqués ont récemment fait leur apparition et concernent des entreprises mexicaines. Les responsables de l'application de la loi affirment que la majeure partie des produits du trafic de la drogue est passée en contrebande à la frontière du Mexique et des Etats-Unis, dans des conteneurs d'expédition divisés en compartiments cachés et complexes. Alors qu'on ignore le montant de l'argent passé à la frontière, les autorités mexicaines affirment que, chaque année, au moins 10 milliards de dollars US sont passés en contrebande vers le Mexique, puis déposés dans des banques américaines par l'entremise d'institutions financières mexicaines. Les responsables de l'application de la loi soutiennent qu'il est encore relativement facile de blanchir des fonds et de les disperser à leur arrivée au Mexique, bien que depuis avril 2009, le gouvernement mexicain ait resserré les règlements que doivent respecter les banques. Les représentants du gouvernement mexicain affirment que les cartels de la drogue achètent des entreprises et des articles de luxe, comme des biens immobiliers, des voitures et des bijoux en espèces, sans que des déclarations d'opérations douteuses soient transmises au gouvernement. De plus, les cartels de la drogue se sont tournés vers d'autres activités lucratives au Mexique qui leur permettent de recycler les produits de leurs activités. Parmi les entreprises associées aux activités des cartels, on retrouve des spas, des garderies, des clubs de santé, des lave autos et des entreprises qui vendent des produits contrefaits ou volés, comme des films ou de l'essence. Les responsables de l'application de la loi ont également indiqué que les cartels de la drogue payaient des gens pour effectuer des transferts par l'entremise de compagnies comme Western Union ou pour effectuer des dépôts dans des comptes de banques américaines, pour ensuite retirer ces sommes à partir des GAB au Mexique. Certains groupes du crime organisé se livrent à la contrebande de cartes prépayées en boucle ouverte, car leur utilisation n'est pas réglementée; légalement, une personne peut posséder une carte prépayée, peu importe le montant, sans avoir à la déclarer aux autorités.[9]

Naresh Jain – Arrestation d'un homme soupçonné de blanchiment d'argent par l'entremise du système Hawala :

Le 6 décembre dernier, Naresh Humar Jain, qui serait l'un des principaux financiers illégaux au monde, a été arrêté en Inde. Selon la Serious Organised Crime Agency (SOCA), Jain effectuait ses activités de blanchiment d'argent à partir de Dubaï, d'où il était en mesure d'envoyer des fonds à des clients partout dans le monde. Il est soupçonné d'avoir exploité un système capable de déplacer 2,2 milliards de dollars US par année. À l'origine, Jain avait été arrêté à Dubaï en 2007 suite à une enquête internationale. Selon la U.S. Drug Enforcement Administration, la police du Dubaï avait découvert des dossiers bancaires concernant des télévirements qui prouvaient que Jain utilisait les banques et les bureaux de change de Dubaï pour transférer de l'argent vers une société de financement à Manhattan. Les dossiers de la société de financement montraient que Jain plaçait les fonds de façon à en camoufler la source. Au cours de l'enquête, Jain a fourni un cautionnement à Dubaï et s'est enfui vers l'Inde où il a été appréhendé. Jain faisait également l'objet d'enquêtes dans de nombreux pays. Les autorités italiennes et américaines soupçonnaient qu'il blanchissait

des fonds pour des narcotrafiquants et des revendeurs d'héroïne albanais et italiens qui se trouvaient aux États-Unis, aux Émirats arabes unis, au Pakistan et en Angleterre. Jain était également soupçonné d'avoir « accepté de l'argent » pour les talibans. De telles allégations sont confirmées par les services de police allemands et américains qui ont affirmé que Jain déployait ses activités au sein de tous les centres de trafic de drogues et de terrorisme, partout dans le monde. Les enquêtes effectuées en Italie ont révélé qu'un salon de coiffure recevait probablement des fonds reliés au trafic d'héroïne et au terrorisme, permettant à Jain de recycler 4 millions de dollars US par jour.[10]

PAR PAYS

Le droit bancaire de l'État du Delaware est le plus opaque : Selon une nouvelle analyse des compétences financières, dépouillée par le Tax Justice Network (TJN), des 60 compétences étudiées, l'État du Delaware est celui avec le droit bancaire le plus opaque. Les compétences sont classées selon leur Financial Secrecy Index (FSI), qui repose sur le niveau du caractère secret de leurs lois et pratiques et selon l'étendue de leur coopération avec les autres autorités fiscales. Selon le FSI, le Delaware offre les niveaux les plus élevés de secret bancaire et ne rend pas publics les détails sur les comptes d'entreprises, les fiducies et les propriétaires bénéficiaires. L'État permet également la présence de « cellules protégées » ou d'entreprises de « portefeuilles distincts » qui augmentent le niveau de protection et permettent aux entreprises de se domicilier à l'intérieur de l'État en ne fournissant qu'un minimum d'information. Une cellule protégée ou un portefeuille distinct signifie que le portefeuille de la compagnie (biens, passifs, etc.) est divisé dans des cellules qui sont légalement indépendantes de l'entreprise principale et des autres cellules au sein de l'entreprise. Le fait de se domicilier signifie le processus grâce auquel une compagnie déplace l'adresse de son siège social vers une nouvelle compétence, tout en conservant la même identité juridique. Après le Delaware, les cinq principales compétences les plus opaques sont les suivantes : (2) le Luxembourg; (3) la Suisse; (4) les îles Caïmans; (5) le Royaume Uni (Londres). Londres fait partie des cinq principales compétences à cause de l'étendue de ses liens politiques et financiers avec un vaste réseau mondial de paradis fiscaux. La grande étendue du centre financier de Londres rend cette ville vulnérable au blanchiment d'argent et au financement des activités terroristes. Le FSI a été dépouillé par des universitaires d'expérience, des comptables et des enquêteurs, à la lumière des résultats du Groupe d'action financière (GAFI), des International Narcotics Control Strategy Reports et de douze indicateurs, dont les règles touchant le secret bancaire, la divulgation des propriétaires bénéficiaires et la loi régissant les fiducies.[11]

La Corée du Sud devient membre du GAFI : Le 14 octobre dernier, le Groupe d'action financière (GAFI) a accueilli la République de Corée à titre de 35e membre. La Corée du Sud, qui est également membre du Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment de capitaux et du Groupe Egmont, participe maintenant aux efforts du GAFI qui lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes. La Corée du Sud entretient actuellement de solides relations commerciales avec les États-Unis, est le onzième plus grand exportateur au monde et s'est joint au GAFI à titre d'observateur pendant les trois dernières années. Les évaluateurs ont constaté que la Corée respecte entièrement (la meilleure cote) cinq des 40+9 recommandations et signalent que la vérification de l'identité des clients y est

faite de façon rigoureuse. Cependant, la Corée du Sud ne respectait pas 11 de ces recommandations, dont celles concernant la diligence raisonnable envers les personnes politiquement vulnérables, les correspondants bancaires, les tiers, les opérations importantes ou inhabituelles, les pays à risque élevé, l'obtention de données sur les propriétaires bénéficiaires et les règles pour la lutte contre le blanchiment des capitaux au sein de la plupart des institutions financières qui ne sont pas des banques.

On étudie actuellement plusieurs modifications à apporter au régime de lutte contre le blanchiment de capitaux de la Corée du Sud. Alors que seuls les casinos et les institutions financières étaient tenus de déclarer les activités financières douteuses à l'origine, le gouvernement de la Corée du Sud compte maintenant introduire un règlement afin d'assujettir les avocats et les comptables à la même exigence. Selon les personnes responsables, la Commission des services financiers de la Corée du Sud compte mettre en œuvre les nouveaux règlements par étapes : d'abord, en demandant aux professionnels non financiers de déclarer volontairement les activités douteuses, pour ensuite rédiger une loi à cet effet. De plus, l'organisation songe à diminuer le seuil de déclaration de 20 millions de won à 5 millions de won (de 18 000 $ à 4 500 $). À ce jour, la déclaration d'opérations douteuses en Corée du Sud est passée de 300, en 2002, à 92 093 en 2008. L'évasion fiscale est la principale infraction soupçonnée qui y est déclarée.[12]

L'Italie tente de rapatrier des biens de paradis fiscaux : Le gouvernement italien a lancé un plan d'amnistie fiscale en octobre dernier, qui permet aux contribuables qui n'avaient pas encore déclaré leurs investissements dans des pays étrangers à ce jour, de rapatrier les fonds (en Italie) ou d'apurer ces investissements (déclarer tous les biens détenus à l'étranger). L'amnistie fiscale, la troisième initiative italienne de cette nature en huit ans, permet aux contribuables de rapatrier les fonds ou d'apurer les investissements qui se trouvent dans des paradis fiscaux avant l'application d'une mesure internationale de répression. En vertu de ce plan, les citoyens ne sont pas tenus de déclarer comment ils ont accumulé les fonds, mais doivent verser une amende représentant 5 % du total des investissements rapatriés et/ou apurés. Le 29 décembre dernier, le ministre italien de l'Économie a annoncé que le plan a permis de recueillir 95 milliards d'euros en biens (environ 6 % du produit national brut de l'Italie), tels que des œuvres d'art, des bijoux et des voitures. Selon les coordonnateurs du programme, l'argent provenait principalement de pays comme le Luxembourg, San Marino et la Suisse, des sommes de 30 à 40 milliards d'euros ayant été rapatriées de ses seuls comptes bancaires. Le gouvernement italien a également annoncé que l'échéance du plan serait reportée du 15 décembre 2009 au 30 avril 2010, les amendes passant de 6 % et à 7 %. Le premier ministre italien, Silvio Berlusconi, affirme que le plan d'amnistie fiscale permettra de faciliter la croissance économique du pays. Les critiques ne sont pas d'accord et affirment que cette amnistie sera bénéfique aux organisations criminelles telles que la 'Ndrangheta de Calabre, la Camorra de Naples et la Cosa Nostra de Sicile. Ils sont d'avis que le plan permet de camoufler la source des produits de la criminalité et, par conséquent, de les recycler au pays. Selon les instituts de recherche italiens Eurispes et SOS Impresa, les syndicats de la mafia italienne ont généré des revenus d'environ 103 milliards d'euros en 2008. D'après ces deux groupes, environ la moitié de cette somme consisterait en des produits devant être recyclés. L'amnistie fiscale italienne a également eu des

répercussions sur des pays comme la Suisse, le Luxembourg, le Liechtenstein et San Marino. Aux dires de la banque centrale de San Marino, le pays a perdu des biens d'une valeur de 3,48 milliards d'euros au cours de la période pendant laquelle l'amnistie fiscale italienne a été en vigueur.[13]

Le secteur bancaire du Nigeria procédera à des réformes : Selon la Central Bank of Nigeria (CBN), un certain nombre de réformes seront instaurées au sein du secteur bancaire du pays au cours du premier trimestre de 2010, y compris une meilleure surveillance des succursales de banques nigériennes exploitées à l'extérieur du pays. Kinsley Moghalu, le sous-gouverneur de la CBN, a affirmé que la banque centrale imposerait un nouveau code de gouvernance organisationnelle à chacune des 24 banques de dépôt et à d'autres institutions financières au Nigeria. D'après Moghalu, le code sera harmonisé au code imposé par la U.S. Securities and Exchange Commission, et éliminera certaines failles dans les secteurs individuels dont ont abusé les directeurs de banque au Nigeria. La supervision des succursales des banques nigériennes qui sont exploitées à l'extérieur du pays sera assurée par le pays d'accueil de la banque et son pays d'origine (le Nigeria), qui collaboreront étroitement.[14]

Le Kenya adopte un projet de loi contre le recyclage des produits de la criminalité et le blanchiment d'argent : Le 11 décembre dernier, le Parlement du Kenya a édicté une loi visant à réprimer le blanchiment d'argent, mettant ainsi fin aux efforts déployés pendant quatre ans pour faire adopter un projet de loi contre le recyclage des produits de la criminalité et le blanchiment d'argent. La nouvelle loi fera du blanchiment d'argent une infraction et introduira des mesures visant à combattre, cibler, suivre, geler, saisir et confisquer les produits de la criminalité. Elle entraînera également la création d'un centre de déclaration des opérations financières pour faciliter la détection des produits de la criminalité. De plus, un organisme de récupération des biens sera créé pour suivre et récupérer les biens acquis illégalement. L'adoption du projet de loi fait suite à un récent rapport du département d'État des É. U. qui précisait qu'une somme de 92 millions de dollars, tirée du trafic de drogues, était blanchie annuellement par l'entremise du système financier du Kenya. Un autre rapport de Kroll Associates, une entreprise située au Royaume-Uni, estimait qu'une somme de 130 milliards Sh (1,7 milliard de dollars) était détenue dans des comptes à l'étranger. Il n'en demeure pas moins que plusieurs représentants du gouvernement du Kenya questionnent la mise en pratique du projet de loi, alors que d'autres croient qu'il représente une mesure essentielle. Bien que le ministre de la Défense du Kenya appuie ce projet de loi, il a exprimé certaines inquiétudes quant à la possibilité que la loi soit perçue comme visant la communauté musulmane et cédant aux intérêts des pays de l'Ouest. Le premier ministre Raila Odinga affirme que ce n'est pas l'intention du gouvernement et que le pays, et surtout le secteur des biens, souffrent des effets du blanchiment d'argent. Une hausse importante dans le prix des biens immobiliers à Nairobi empêche la majorité des Kényans d'acheter des propriétés. Les médias ont relié cette hausse des prix aux profits réalisés à partir des activités somaliennes de piraterie, qui sont censées être utilisées pour payer jusqu'à deux ans de loyer à l'avance dans certains quartiers de Nairobi. En vertu de la loi, une condamnation pour blanchiment d'argent entraînera une peine d'emprisonnement de deux à cinq ans ainsi que des amendes pouvant atteindre 65 000 $US pour une personne et 330 000 $US pour une entreprise.[15]

Le Yémen adopte une loi pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes et ratifie la convention de l'ONU :
Le 29 décembre 2009, le Parlement du Yémen a ratifié la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme. Il a également approuvé une ébauche de loi visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. L'adoption de la loi fait suite à la recommandation que le Studies and Economic Center du Yémen a présentée au Parlement, concernant l'approbation rapide de la loi contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Elle précisait que tout retard entraînerait des sanctions et une sévère réprimande par la communauté internationale. Le Studies and Economic Center a également pressé le Parlement de faire en sorte que l'unité de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme soit activé au sein de la Yemeni Central Bank. Un récent rapport du Groupe d'action financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (GAFIMOAN) a noté que l'inactivité de l'unité, au sein de la banque, est l'une des raisons pour lesquelles le Yémen n'est pas en mesure de respecter son engagement à lutter contre le blanchiment d'argent. Pour sa part, le Studies and Economic Center affirme que l'adoption de cette loi faisant du blanchiment d'argent un crime n'était pas claire, ne tenait pas compte de tous les crimes financiers et ne faisait pas du financement du terrorisme un crime.[16]

L'Inde modifie sa loi sur la prévention du blanchiment d'argent :
L'Inde a modifié la *Prevention of Money Laundering Act* (PMLA) de 2002, et a imposé aux organismes sans but lucratif (OSBL) l'obligation d'inscrire la source de leurs fonds. Les OSBL enregistrés, comme les organisations religieuses, non gouvernementales ou les institutions d'éducation, doivent maintenant respecter les règlements visant à connaître son client, et doivent mettre à jour régulièrement les relevés de fonds reçus et ceux d'investissements réalisés. Ils doivent également communiquer cette information à la demande des autorités. Selon Bhushan Bahal, un avocat de Mumbai, la majeure partie des industriels, et même certains politiciens, utilisaient des OSBL pour blanchir des fonds en Inde. Bahal a également affirmé que les modifications apportées à la PMLA démontrent le désir de ce pays de se joindre au GAFI.[17]

AUSTRAC cible PayPal : Le 23 novembre dernier, le Australian Transactions Reports and Analysis Centre (AUSTRAC) a émis une mesure d'application contre l'unité australienne de PayPal pour avoir enfreint les lois australiennes visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Selon un rapport d'AUSTRAC, l'entreprise de traitement de paiements en ligne ne vérifie pas entièrement l'identité des clients qui envoient de l'argent par l'entremise d'opérations directes en ligne. Bien que PayPal ait déjà eu un programme de conformité en place pendant plus d'une décennie, il personnalise ce programme de conformité selon les différentes compétences. AUSTRAC a ordonné à PayPal de revoir les opérations effectuées entre décembre 2007 et mars 2009, et de réviser ses mesures de diligence raisonnable pour les clients qui effectuent des opérations de moins de 1 000 $AUD. PayPal a investi 13 millions de dollars US au cours des deux dernières années afin de renforcer sa capacité de collecte de données, et de vérification électronique de l'identité, et fournit maintenant plus de rapports à AUSTRAC. En réponse à la mesure d'application d'AUSTRAC, la compagnie a nommé un expert pour revoir son programme australien de lutte contre le

blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La pénalité imposée à PayPal par AUSTRAC pourrait obliger les organismes de réglementation américains à étudier plus attentivement les entreprises qui possèdent un modèle d'affaires de même nature, comme Amazon.com, Google ou Revolution Money Exchange, en raison des vulnérabilités que celles-ci présentent déjà en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.[18]

Financement des activités terroristes

PAR GROUPES

Les É.-U. retardent le soutien financier accordé à la Somalie à cause de préoccupations reliées à Al Shabaab :

Le gouvernement américain a décidé de retarder une aide de 50 millions de dollars US, accordée à la Somalie, à cause de préoccupations quant à l'utilisation des dons par le groupe terroriste Al-Shabaab situé en Somalie. Les États-Unis sont la principale source d'aide de la Somalie, fournissant 40 % du budget annuel de développement de ce pays. Des représentants américains se préoccupent particulièrement des dons distribués par l'entremise d'entrepreneurs des Nations Unies. Une enquête en cours, dirigée par les Nations Unies, indique que certains des plus importants entrepreneurs somaliens embauchés par le Programme alimentaire mondial de l'ONU peuvent détourner des fonds ou des ressources vers Al-Shabaab. Plus précisément, des hommes d'affaires somaliens, qui possèdent une importante marge de manœuvre dans la façon dont sont distribués des millions de dollars en nourriture, sont soupçonnés de partager ces produits avec Al-Shabaab ou de fermer les yeux lorsque de la nourriture donnée par les É.-U. est volée et vendue afin d'obtenir des fonds pour acheter des armes. En outre, puisque la Somalie ne possède pas de système bancaire national, l'Organisation des Nations Unies est obligée de transférer des millions de dollars en espèces par l'entremise de réseaux informels de transferts de fonds. En 2008, le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du Trésor a ajouté Al-Shabaab à sa liste d'organisations terroristes étrangères à cause de ses liens croissants avec Al-Qaïda. Toute aide ou complicité avec ce groupe est maintenant un crime grave et les représentants américains sont obligés de créer un nouvel ensemble de règlements pour s'assurer que le programme d'aide à la Somalie ne puisse entraîner de conséquences juridiques. Récemment, le Département d'État a demandé au Bureau du contrôle des avoirs étrangers de confirmer que les responsables américains de l'aide offerte ne faisaient pas l'objet de poursuites si une partie de cette aide tombait entre les mains d'Al Shabaab. Le Bureau a confirmé que ces représentants ne seraient pas mis en accusation, pourvu qu'ils aient fait preuve de « bonne foi ». Toutefois, les experts embauchés par le Conseil de la sécurité des Nations Unies ont indiqué que, pour leur part, les entrepreneurs somaliens travaillant pour le Programme alimentaire mondial pourraient faire face à des sanctions économiques. Après la mort du chef du groupe, Saleh Ali Nabhan, tué par les forces américaines lors d'une descente en Somalie le 14 septembre dernier, Al-Shabaab a exprimé sa vive opposition aux États-Unis. Al-Shabaab a également commencé à recruter des soldats au sein de l'importante diaspora somalienne aux États-Unis.[19]

PAR ACTIVITÉS FINANCIÈRES

Des activités reliées à l'immigration servent de façade à des activités terroristes : Le 27 octobre 2009, David Coleman Headley et Tahawwur Hussain Rana

ont été formellement accusés d'avoir fourni une aide matérielle pour soutenir un complot terroriste étranger, et d'avoir planifié une attaque contre un journal au Danemark, qui avait publié des caricatures du prophète Mahomet. Rana, originaire du Pakistan et citoyen canadien, est le propriétaire de plusieurs entreprises, y compris First World Immigration Services, qui a des bureaux à Chicago, New York et Toronto. Selon certains rapports, Rana semble avoir utilisé son entreprise de consultation en immigration comme façade pour des activités terroristes et pour permettre à des extrémistes d'entrer au Canada. Headley, un citoyen américain connu sous le nom de Daood Gilani avant qu'ilne le change en 2006, est censé avoir voyagé à titre de représentant de l'entreprise de services d'immigration de Rana afin de surveiller et de filmer des cibles terroristes potentielles au Danemark. Depuis le deuxième semestre de 2008, Headley a voyagé à plusieurs reprises au Pakistan et dans des pays d'Europe, et ce, malgré son manque apparent de ressources financières et d'emploi. Le complot, intitulé le projet « Mickey Mouse », concernait la planification d'une attaque sur les quartiers généraux du journal danois Jyllands-Posten et suivait le modèle des attaques de 2008 à Mumbai. À la fin de 2008, alors que commençait la planification du projet Mickey Mouse, Headley était en communication avec Sajid Mir, un membre de Lashkar-e-Taiba, soupçonné d'être le chef des activités internationales de Lashkar. Headley était également en contact avec le commandant d'Al-Qaïda et chef de Harakat-ul Jihad Islami (HUJI), Ilyas Kashmiri, que les services du renseignement américains croient être un des commandants les plus dangereux d'Al-Qaïda. Headley comptait se rendre au Pakistan pour y rencontrer Mir et Kashmiri, mais il a été arrêté le 3 octobre avant de pouvoir prendre son avion. Rana a également été arrêté, le 18 octobre, dans sa résidence de Chicago. Alors que l'enquête se poursuit, les autorités fédérales étudient la façon dont Al-Qaïda et ses alliés travaillent ensemble. Ce cas concernait un chef de HUJI travaillant avec des commandants de Lashkar-e-Taiba et fournissant les ressources nécessaires pour une attaque au Danemark qui devait être orchestrée aux États-Unis.[20]

Les É.-U. approuvent une loi pour prévenir les profits illégaux tirés de la vente de cigarettes : Le Senate Judiciary Committee des États-Unis a approuvé, à l'unanimité, la *Prevent All Cigarette Trafficking* (PACT) *Act*, un projet de loi conçu pour recueillir des milliards de dollars en recettes fiscales perdues et pour empêcher les terroristes de tirer profit de la vente de cigarettes sur le marché noir. La PACT *Act* exigerait que les détaillants de cigarettes paient une taxe d'accise d'État et locale sur les ventes interétatiques, et qu'ils tiennent des documents sur les cargaisons. Selon les législateurs, les frais supplémentaires freineraient de façon importante la vente de cigarettes provenant des états où les impôts sont peu élevés. La loi est parrainée par le sénateur Herbert Kohl, qui croit que cette mesure dissuadera également les financiers du terrorisme et les groupes de crime organisé de tirer profit de la différence de prix dans les produits du tabac provenant de différents états. Kohl affirme que le trafic de produits du tabac est devenu une méthode populaire et très profitable pour générer un revenu, surtout pour les organisations terroristes figurant sur la liste noire comme Al-Qaïda, Hamas et le Hezbollah. Réciproquement, selon Douglas Farah, un haut fonctionnaire du International Assessment and Strategy Center à Washington, bien qu'il existe des liens entre les terroristes et les trafiquants de cigarettes aux États-Unis, ce lien est encore plus fort dans la région de l'Amérique du Sud où se trouve l'intersection des frontières entre

l'Argentine, le Brésil et le Paraguay. Farah croit que le principal problème que pose le trafic de cigarettes vers les É.-U. n'est pas vraiment relié au terrorisme, mais plutôt à l'évasion fiscale.[21]

Nouveaux corridors de trafic de drogues à travers le désert du Sahara et l'Afrique : L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) possède des preuves qu'il existe de nouveaux corridors de trafic de drogues à travers le Tchad, le Niger et le Mali, dans le désert du Sahara. Selon le directeur exécutif de l'ONUDC, Antonio Maria Costa, le désert du Sahara est devenu un nouveau corridor pour l'échange de cocaïne provenant de l'Afrique occidentale contre de l'héroïne provenant de l'Afrique orientale – ce qui fait de ces drogues une nouvelle sorte de devise dans la région. Costa a affirmé que les ressources tirées du trafic de la drogue servent à financer des forces terroristes et antigouvernementales dans le Sahel, une région semi-aride du Sahara qui s'étend de la mer Rouge à l'océan Atlantique. Il a décrit la région comme « prenant une toute nouvelle dimension », avec de grandes quantités de produits chimiques en Afrique occidentale servant à produire de la cocaïne de forte teneur et à manufacturer de l'ecstasy. L'ONUDC a également découvert sept laboratoires en Guinée et des preuves que l'Afrique occidentale produit des amphétamines et du crack. Costa a également affirmé qu'entre 30 et 35 tonnes d'héroïne afghane sont introduites illégalement en Afrique orientale chaque année, compte tenu de la Zone franche économique de la région. L'ONUDC demande un partage du renseignement entre les pays concernés, ainsi que l'amélioration des systèmes judiciaires et la création d'un réseau de surveillance du crime transsaharien, afin de renforcer les efforts déployés à l'échelle régionale pour lutter contre le crime organisé.

En plus des preuves présentées par l'ONUDC, d'autres représentants du renseignement et des spécialistes de la lutte contre les narcotiques affirment qu'un nouveau corridor a été créé pour les trafiquants en Amérique latine. Un représentant du renseignement du Moyen-Orient a déclaré que les nombreuses routes de navigation dans le sud de l'Atlantique sont ouvertes à la navigation illégale. La U.S. Drug Enforcement Administration (DEA) a confirmé que, plutôt que de transporter la cocaïne à travers les Caraïbes, les Colombiens l'envoient maintenant à travers le sud de l'Atlantique, en partance du Venezuela, par l'Afrique, puis en Espagne, et donc en Europe. Les représentants nord africains s'inquiètent du fait que des groupes comme Al-Qaïda au Maghreb, qui se trouve principalement au Maroc, en Algérie et en Tunisie, puissent profiter de ce trafic. Alors que la DEA sait que des groupes extrémistes sont présents en Afrique occidentale, l'étendue de leur rôle dans le trafic de narcotiques est toujours incertaine.[22]

Le gouvernement saoudien ne peut accepter des dons de charité que d'organismes approuvés : En novembre dernier, le gouvernement saoudien a annoncé que seules les organisations approuvées par celui-ci pouvaient recueillir des fonds et que la collecte de sommes en espèces, par des organisations non officielles, était interdite. Cette annonce venait dans le sillage d'une déclaration du ministre de l'Intérieur, en août, annonçant l'arrestation des 44 membres d'une cellule terroriste affiliée à cette organisation. La déclaration confirmait que des membres d'organisations affiliées à Al-Qaïda exploitaient des organisations caritatives afin de financer leurs activités. Selon Asharq al-Awsat, une agence de presse panarabe située à Londres, l'un des 44 suspects arrêtés supervisait les activités caritatives et recueillait des dons monétaires avec le slogan « a service to Islam and Muslims ». La révélation que la cellule terroriste avait tenté d'exploiter des

organisations caritatives a également entraîné le ministre saoudien des Affaires islamiques à nommer un comptable juridique pour étudier les états financiers de telles organisations.[23]

Exploitation minière servant à financer des conflits dans la République démocratique du Congo : Un récent rapport de l'ONU, rédigé par un groupe d'experts, révèle à quel point des réseaux internationaux, régionaux et locaux alimentent la crise dans la République démocratique du Congo par l'entremise du trafic illégal de minéraux. L'embargo sur les armes, imposé par l'ONU au Congo, a également été violé. Le Congo est un pays riche en minéraux et est exploité pour ses ressources naturelles, telles que l'or, la cassitérite, l'étain et le coltan (des minéraux utilisés dans la production de téléphones cellulaires et d'ordinateurs portables). Le rapport de l'ONU précise que des rebelles hutus des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) contrôlent des sites d'exploitation d'or et de cassitérite dans les provinces orientales du Sud-Kivu et Nord-Kivu au Congo, et imposent des taxes sur le commerce de ces minéraux. Les FDLR sont appuyés par des réseaux situés en Ouganda, au Burundi et aux Émirats arabes unis. Par exemple, deux sociétés ougandaises se spécialisant dans le commerce de l'or, UCI et Machanga, qui ont toutes deux fait l'objet de sanctions par le Conseil de sécurité de l'ONU, participent activement à l'exploitation minière servant à financer les conflits au Congo. Selon le rapport de l'ONU, les deux sociétés sont exploitées sous la protection des autorités ougandaises. Il précise que la majeure partie de l'or provenant du Congo, qui passe par l'Ouganda, est destinée à Dubaï et aux Émirats arabes unis. Le Burundi est un autre pays qui favorise le trafic illégal de minéraux au Congo. Même si ce pays ne produit pas d'or, il exporte le minéral qui provient du Sud-Kivu. La plupart des mines qui produisent de l'or sont contrôlées par des groupes armés, comme les FDLR. Selon les autorités congolaises, jusqu'à 80 000 livres d'or, valant environ 1 milliard d'euros en contrebande, sortent de la République démocratique du Congo chaque année. Certains des acheteurs des minéraux congolais, et surtout de la cassérite, comprennent la Malaysia Smelting Corporation et la Thailand Smelting and Refining Company.

Un autre enjeu important soulevé dans le document de l'ONU est la violation de l'embargo sur les armes imposé sur la République démocratique du Congo. Le rapport de l'ONU affirme que les FLDR achètent des armes de la Belgique, de l'Espagne, de l'Ukraine, du Soudan et de la Corée du Nord. Plus particulièrement, le rapport souligne le lien entre le Congo et l'Allemagne. Le 19 novembre 2009, les autorités allemandes ont arrêté Ignace Murwanashyaka, le président des FLDR, chez lui, à Mannheim, en Allemagne pour son rôle dans la coordination de la vente d'armes et de munitions à son domicile. Murwanashyaka a été sanctionné par l'ONU et, à ce titre, ne peut voyager à l'étranger. Ses comptes bancaires auraient dû être gelés. Toutefois, comme le signale le rapport de l'ONU, des transferts de fonds ont été organisés (au nom des FDLR) par Etablissement Muyeye, une entreprise commerciale importante au Congo oriental, au profit d'associés de Murwanashyaka en Allemagne. Ces transferts ont été effectués par l'entremise de Western Union. Parmi les autres institutions nommées dans le rapport de l'ONU pour avoir financé les FDLR on compte deux organisations caritatives espagnoles et une belge.[24]

Israël saisit un navire de charge transportant des armes en provenance d'Iran : En novembre dernier, les forces spéciales d'Israël ont intercepté et saisi un navire de charge en provenance d'Iran qui transportait 500 tonnes d'armes. Les autorités militaires allèguent que celles-ci étaient

destinées au Hezbollah. De grandes quantités de missiles, de fusées, d'obus, de grenades et de fusils d'assaut étaient cachées dans des conteneurs, dans la coque du navire. Ce dernier était sous surveillance depuis son départ d'Égypte et les armes furent inspectées au port d'Ashdud, dans le sud d'Israël. Le sous-ministre israélien des Affaires étrangères, Danny Ayalon, a indiqué que des renseignements provenant d'Israël signalaient une augmentation dans l'importance et la fréquence des chargements destinés au Hezbollah. Au cours de la dernière année uniquement, des avions de guerre israéliens ont détruit, au Soudan, un convoi d'armes qui se rendait en Égypte. Selon les experts, celui-ci devait, de toute évidence, permettre au Hamas de reconstituer son arsenal. Bien que l'information n'ait pas été confirmée, les médias ont rapporté que des agents israéliens avaient détourné un navire de charge russe qui était censé transporter des missiles antiaériens et de croisière vers l'Iran.[25]

PAR PAYS

Les É.-U. tentent de confisquer des biens d'une valeur de plus de 500 millions de dollars de la Fondation Alavi à cause de préoccupations reliées au financement d'activités terroristes : Le 12 novembre dernier, des procureurs fédéraux américains ont déposé une plainte au civil contre la Fondation Alavi et Assa Corporation afin de confisquer plus de 500 millions de dollars US en biens. La mission de la Fondation Alavi est de promouvoir la culture islamique et la langue farsi. Après la révolution iranienne de 1979, la République islamique d'Iran a créé la Fondation Alavi pour contrôler et gérer des biens ayant appartenu à l'ancien gouvernement. Les loyers ainsi recueillis de leurs immeubles, permettent de financer des centres islamiques et des mosquées, les études universitaires de citoyens iraniens, et d'autres activités comme l'envoi de documentation scolaire aux musulmans détenus aux États-Unis.

Selon les procureurs, pendant vingt ans, la Fondation Alavi a acheminé des millions de dollars en loyer vers la Banque Melli par l'entremise d'une société de façade, Assa Corporation. La Banque Melli est accusée d'avoir fourni de l'aide financière pour faciliter le programme nucléaire de l'Iran et d'avoir transféré de l'argent aux Brigades du Hezbollah et la force Qods du Corps des gardiens de la révolution islamique iranienne. Ces derniers sont soupçonnés d'avoir participé à la formation et au financement de groupes comme les talibans, Hezbollah et le Hamas et de leur avoir fourni de l'équipement. Les biens que les procureurs désirent confisquer comprennent des comptes bancaires appartenant à la « 650 Fifth Avenue Company », une tour de bureaux de 36 étages à Manhattan, plus de 100 acres de terre en Virginie, quatre écoles et mosquées islamiques dans les états de New York, du Maryland, de la Californie et du Texas. La tour de bureaux, évaluée à 650 millions de dollars US, est une importante source de revenus pour la Fondation Alavi et a généré 4,5 millions de dollars US en loyers en 2007. Elle a été construite en 1970 et financée par la banque d'État de l'Iran, la Banque Melli, pendant que le chah était encore au pouvoir. Le but était alors de protéger les organisations caritatives iraniennes aux États-Unis.

En décembre 2007, Farshid Jahedi, le président de la Fondation Alavi, a été arrêté pour avoir détruit des preuves concernant les liens entre la Fondation et la Banque Melli. Ces documents avaient fait l'objet d'une demande du grand jury qui enquêtait sur les liens entre la Fondation et la banque iranienne. En novembre 2008, des représentants du département de la Justice des États-Unis se sont pourvus en justice pour saisir des biens appartenant à la Fondation Alavi, affirmant que ses organisations caritatives étaient dirigées par des représentants iraniens, tels que les

ambassadeurs iraniens aux États-Unis. Les dossiers de la Fondation Alavi démontrent que celle-ci a également envoyé des fonds à des organisations canadiennes à Toronto, à Montréal et à Ottawa.[26]

Le Royaume-Uni impose une sanction à la Banque Mellat : Depuis le 12 octobre, les institutions financières de Grande-Bretagne n'ont plus le droit d'effectuer des opérations avec la Banque Mellat, la deuxième banque la plus importante en Iran, et avec la Islamic Republic of Iran Shipping Lines (IRISL), une flotte de navires appartenant à l'État. Selon la ministre du Trésor, Sarah McCarthy-Fry, la mesure a été mise en place par que la Banque Mellat participait au financement du programme nucléaire iranien et que la IRISL jouait un rôle dans le transport de cargo pour le programme nucléaire et de missiles de l'Iran. Les États-Unis ont déjà ajouté ces deux entités à sa liste noire.[27]

Le Pakistan modifie son projet de loi sur la lutte contre le blanchiment des capitaux pour y ajouter le financement des activités terroristes : Le 2 novembre dernier, le Comité des finances de l'Assemblée nationale du Pakistan a approuvé un projet de loi qui fait du financement du terrorisme une infraction, en vertu du projet de loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent. Ce dernier élargit également la définition juridique d'une « institution financière » afin d'y inclure toute entité qui dépose, prête ou transfère de l'argent. Les entités qui feront l'objet de poursuites en vertu du nouveau projet de loi se verront maintenant imposer une amende de 5 millions Rs (59 630 $US) plutôt que de 1 million Rs (11 930 $US). Ensuite, la période d'ajournement passera de 30 jours à 90 jours. Des correspondants signalent que ces changements découlent des conditions imposées par le Congrès américain afin de permettre au Pakistan de recevoir une somme annuelle de 1,5 milliard de dollars US en aide non militaire pour le reste de la période quinquennale.[28]

BIBLIOGRAPHIE

1 . "4 arrested locally in connection to Mexican drug cartel."
News 8 Austin. 22 octobre 2009.

2 . “Beltran Leyva leaders profiled by World-Check years ahead of OFAC designations.”
World-Check. 7 décembre 2009.

“Mexico: A cartel Leader’s Death and Violence Ahead.”
Stratfor. 17 décembre 2009.

“Mexico: Hector Beltran Leyva Takes Over Cartel – Police."
Stratfor. 4 janvier 2010.

“Mexico’s drug ‘Boss of Bosses’ shot dead in raid on luxury hideout.”
Maclean, Ruth. *The Times*. 18 décembre 2009.

“OFAC targets people and entities allegedly linked to ‘Beltran Leyva Organization.”
Wolf, Brett. *Complinet*. 4 décembre, 2009.

3 . "RBC Brokers at the Centre of Tax Evasion Case."
CBC News. 14 décembre 2009.

"Globe Investigation: Canada's largest brokerage firm linked to alleged tax-haven scheme RBC Dominion staff accused of helping clients hide wealth in Liechtenstein."
McArthur, Greg. The Globe and Mail. 14 décembre 2009.

4 . "Lawyer pleads guilty to $9M insider trading scheme."
CBC News. 28 octobre 2009.

"Canadian money launderer exposes Las Vegas casinos."
Whitcomb, Dan, Deena Beasley, and Reuters. The Calgary Herald. 18 novembre 2009.

"Canada money launderer shows holes in Vegas casinos."
Whitcomb, Dan, Deena Beasley. Reuters. 17 novembre 2009.

5 . "MoneyGram settles Federal Trade Commission charges in $18-million agreement.”
The Canadian Press. 20 octobre 2009.

"UPDATE 1-MoneyGram to pay $18 million after used for fraud."
Reuters. 20 octobre 2009.

Complaint for Injunctive and Other Equitable Relief. Northern District of Illinois. Case 1:09-cv-06576
Willard K., Tom, Karen D. Dodge, and Joannie T. Wei. United States of America. 19 octobre 2009.

6 . "Banks, Gaming Associations Get Reprieve from Internet Gambling Rules."
MoneyLaundering.com. 30 novembre 2009.

7 . "Texas brothers sentenced for laundering proceeds of visa fraud scheme."
Wolf, Brett. *Complinet*. 30 décembre 2009.

8 . “Burbank Man Sentenced to Eight Years in Federal Prison for Laundering Proceeds Related to Health Care Fraud.” Central District of California. Mrozek, Thom. United States of America. 7 décembre 2009.

"California publisher to do hard time for laundering health care fraud proceeds.”
Wolf, Brett. *Complinet*. 9 décembre 2009.

9 . "Along U.S.-Mexico Border, a Torrent of Illicit Cash."
C. McKinley Jr., James, and Marc Lacey. *The New York Times*. 25 décembre 2009.

10 . “International Money Launderer Arrested”.
SOCA. 7 décembre 2009.

“India arrests Hawala money laundering suspect Naresh Jain.”
Laville, Sandra. *The Guardian*. 8 décembre 2009.

“World Hawala king’ Naresh Jain held.”
Tiwari, Manish. *Hindustan Times*. 7 décembre 2009.

11 . “Secrecy Jurisdictions: Mapping the Faultlines.” *Glossary of terms*.

"Delaware is World’s Most Secretive Banking Jurisdiction, Says London Organization."
Adams, Colby. *MoneyLaundering.com*. 2 novembre 2009.

"Delaware – a black hole in the heart of America."
Mathiason, Nick. *Guardian.co.uk*. 1er novembre 2009.

12 . "Tougher Checks on Financial Transactions Planned."
The Chosun Ilbo. 9 novembre 2009.

"Korea: Lawyers, Accountants Will Be Obliged to Report Money Laundering."
Akgun, Inonu. *AML-CFT*. 12 octobre 2009.

"South Korea Joins FATF, Despite PEP, Beneficial Ownership Issues."
Monroe, Brian. *MoneyLaundering.com*. 14 octobre 2009.

“FATF welcomes the Republic of Korea as a member.”
Vlaanderen, Paul. Financial Action Task Force (FATF). 14 octobre 2009.

13 . "Italy tax amnesty yielded over 80 bln euros - Tremonti."
Askew, Ron. *Reuters India*. 23 décembre 2009.

“Italy’s Tax Amnesty Feeds ‘Fierce’ Premium Growth at Baloise.”
Bandel, Carolyn. *Bloomberg*. 3 décembre 2009.

“Italian Tax Amnesty Legislation Takes Effect.”
Cavallaro, A., Salvadori, L. *KPMG flash International Executive Alert*. 23 octobre 2009.

"Italy's Tax Amnesty Spurs Repatriations."
Cohen, Sabrina, and Jennifer Clark. *The Wall Street Journal*. 30 décembre 2009.

"Italian tax amnesty 'could result in money laundering."
Direct News. *Complinet*. 10 décembre 2009.

“Bank of Italy Says Berlusconi Tax Amnesty May Increase Evasion.”
Scherer, Steve. *Bloomberg*. 15 octobre 2009.

“Italy Tax Amnesty poised to Pass; Opposition Says It Aids Mafia.”
Scherer, Steve. *Bloomberg*. 1er octobre 2009.

“Tax Amnesty Brings Home 85 Bln Euros In Capital And Assets.”
Italy News. 17 février 2010.

14 . "Money laundering: CBN begins cross-border bank supervision in 2010.”
ProShare Limited. 17 février 2010.

15 . "Kenya: Anti-Money Laundering Bill Passes, but Does Govt Mean Business?"
Inter Press Service. 29 décembre 2009.

"Parliament finally passes Bill on money laundering.”
Opiyo, Peter, and Alex Ndegwa. *The Standard.* 11 décembre 2009.

16 . "*Center urges Yemen to quickly pass anti-money laundering legislation."*
Saba Net. 26 décembre 2009.

"Parliament Passes UN Anti-Money Laundering Legislation, Convention."
Yemen Post. 30 décembre 2009.

"Parliament ratifies International Convention for Suppression Terrorism financing."
Saba Net. 29 décembre 2009.

17 . “Trusts, NGOs under ambit of money-laundering law."
Business Standard. 19 novembre 2009.

18 . "Austrac’s Dinging of PayPal May Draw Attention of Other Regulators, Say Consultants."
Monroe, Brian. *MoneyLaundering.com.* 7 décembre 2009.

19 . "Somali terror outfit goes global under banner of religious war."
Carafano, James. *The San Francisco Examiner.* 13 octobre 2009.

"U.N. Experts Get Threats in Inquiry Into Somalia."
Gettleman, Jeffrey. *The New York Times.* 12 décembre 2009.

"U.S. Delays Somalia Aid, Fearing It Is Feeding Terrorists."
Gettleman, Jeffrey. *The New York Times.* 1er octobre 2009.

20 . "Rana's Canadian connections traced, journalist brother devastated by arrest."
ZeeNews. 19 novembre 2009.

"Feds bug Chicago terror suspects."
Coen, Jeff, and Josh Meyer. *Chicago Tribune.* 15 décembre 2009.

"Two Chicago Men Charged in Connection with Alleged Roles in Foreign Terror Plot That Focused on Targets in Denmark." Office of Public Affairs, United States of America. Department of Justice, National Security Division. 27 octobre 2009.

"Kashmiri, Lashkar-e-Taiba operatives aided 2 Americans in foiled Danish terror plot." Roggio, Bill. *The Long War Journal* 27octobre 2009.

21 . "Citing Terrorist Financing, Lawmakers Approve Bill to Regulate Sale of Cigarettes." Adams, Colby. *MoneyLaundering.com.* 19 novembre 2009.

22 . "UN drug chief says Sahara desert is new route for trading African cocaine for heroin." *The Canadian Press.* 8 décembre 2009.

"Islamic militants boosting role in drug trade." Salhani, Claude. *The Washington Times.* 17 novembre 2009.

23 . "Saudi Arabia: Charity President Involved in Terrorist Cell." Al-Saheil, Turki. *Asharq Alawsat.* 3 novembre 2009.

24 . "Congolese Rebels Laundering Money in Germany, UN Report Reveals". *Spiegel Online.* 25 novembre 2009.

"Global minerals, arms smuggling networks fuel DR Congo conflict – UN report." *Spiegel Online.* 25 novembre 2009.

"Congo Army Helps Rebel Get Arms, U.N. Finds." Gettleman, Jeffrey. *The New York Times.* 25 novembre 2009.

"On the brink of massive failure." United Nations Group of Experts. *Africa Confidential.* Novembre 2009.

25 . "Israel seizes 500 tonnes of weapons." Ackerman, Gwen, Calev Ben-David, and *Bloomberg News*. *National Post.* 5 novembre 2009.

"Israeli commandos seize ship 'carrying arms to Hezbollah'." Hider, James. *The Times.* 5 novembre 2009.

26 . "Biggest counterterrorism seizure in US history - four mosques." *Business Day*. 13 novembre 2009.

"Charity sending money to Canada is an Iranian front: US." Bell, Stewart. *National Post.* 18 novembre 2009.

"U.S. alleges company laundered money for Iran." Frieden, Terry, Brian Todd, Deb Feyerick, Eddie DeMarche and Ross Levitt. *CNN.* 13 novembre 2009.

"U.S. government moves to seize four mosques." Goldman, Adam. *The Waterloo Region Record.* 13 novembre 2009.

27 . "U.K. Goes Beyond U.N. to Blacklist Iranian Bank, Shipper."
Monroe, Brian. *MoneyLaundering.com.* 12 octobre 2009.

“Britain bans trade with two Iranian companies.”
Lindsay, Robert and Aled Thomas. *Times Online.* 12 octobre 2009.

28 . "Pakistan amends anti-terror laws."
BBC News. 2 octobre 2009.

"Terror financing to become offence under anti-money laundering bill."
Chaudhry, Sajid. *Daily Times.* 25 octobre 2009.

"Pakistani Terror Finance Bill Would Mean Few Changes in Money Flows, Say Analysts."
Monroe, Brian. *MoneyLaundering.com.* 4 novembre 2009.